

**Séance ordinaire du
lundi 30 novembre 2020**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille-vingt et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Ville éducative et réussite
scolaire**

Présents :

Tasnime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN.

Absents :

**Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville
de Montpellier concernant l'accès au programme ÉcoMétropole de l'Écolothèque
2020-2022 - Autorisation de signature**

Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, rapporte :

Le programme ÉcoMétropole vise à promouvoir auprès des communes de la Métropole un programme de sensibilisation et d'Education à l'Environnement et au Développement Durable (EEDD) pour les enfants.

L'Écolothèque de Montpellier Méditerranée Métropole se propose d'accompagner les équipes d'animation des communes qui ont un projet EEDD dans leurs structures d'accueil en proposant de véritables parcours ludiques et éducatifs qui visent l'autonomie des équipes.

Le programme ÉcoMétropole vise la mutualisation de moyens au service des communes dans le cadre d'une véritable coopérative de services et l'élaboration d'un projet commun d'éducation à l'environnement et au développement durable sur le territoire de la Métropole.

La convention vise donc à définir les engagements réciproques entre l'Écolothèque et la Ville de Montpellier dans le programme ÉcoMétropole, en vue de permettre aux animateurs, aux enfants des écoles et aux accueils de loisirs sans hébergement municipaux de Montpellier (ALSH) de recevoir un appui pédagogique, selon un calendrier défini et dans le cadre d'un projet pédagogique adapté.

L'Écolothèque s'engage à :

- Accueillir dans la mesure des places disponibles les animateurs de la commune aux « Ateliers pédagogiques de l'Écolothèque » ;
- Accompagner les animateurs dans la mise en place d'un projet d'animation et de sensibilisation à l'environnement et au développement durable. Un calendrier de deux à trois interventions de l'Écolothèque, d'une à deux heures, sera établi ;
- Ouvrir l'accès aux ouvrages de sa médiathèque, sa pédagogthèque, sa photothèque, à ses malles ou à ses supports pédagogiques dédiés à l'environnement ;
- Proposer une animation de réseau par la mise en partage des connaissances et des expériences des communes sur l'interface dédiée de son site web.

La Ville de Montpellier s'engage à :

- Communiquer son projet d'animation et d'environnement à l'Écolothèque en vue de l'inscription au programme ÉcoMétropole sur des critères de faisabilité, de pertinence pédagogique et environnementale et de recherche de pérennité du projet ;
- Fournir les conditions matérielles de réalisation du projet ;
- Faciliter la participation des animateurs aux ateliers pédagogiques en leur libérant le temps nécessaire à raison d'une à trois séances de 2h30 dans l'année ;
- Participer à la dynamique du réseau métropolitain par ses contributions et par la valorisation de son expérience en matière de sensibilisation des enfants aux préoccupations environnementales.

Le protocole de partenariat est souscrit à titre gracieux pour la période 2020-2021 ; si une contribution financière est applicable pour la période 2021-2022, la Ville de Montpellier peut éventuellement résilier unilatéralement le protocole. Chaque entité assume le financement et l'organisation des trajets des personnels relevant de sa structure. La Ville de Montpellier supporte le budget d'acquisition des matériaux, les consommables et dépenses afférentes à l'activité mise en œuvre sur la commune.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les termes de la convention de partenariat 2020/2022 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 9 décembre
2020**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 décembre 2020

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Protocole__Partenariat_EcoMetropole -2020 2022 (2).doc

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20201130-142501-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 09/12/20
Réception en Préfecture : 09/12/20

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.